



Programme du CAP GREEN 2025

LE SECTEUR PRIVÉ, CATALYSEUR DES CDN POUR UNE AFRIQUE RÉSILIENTE : DE L'AMBITION A L'IMPACT

Garder le "cap green" pour la résilience de l'Afrique : comment optimiser la collaboration entre dirigeants du secteur privé et décideurs politiques pour relever le défi ?

Baisse de la productivité agricole, coûts croissants liés aux aléas météorologiques, climatiques et hydrologiques, dégradation des écosystèmes... L'Afrique est confrontée à des défis majeurs exacerbés par le changement climatique. Depuis les années 60, la productivité agricole sur le continent a chuté de 34%, un déclin plus marqué que dans toute autre région du monde, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes (IPCC, 2022). En parallèle, les événements climatiques coutent déjà entre USD 7 et 15 milliards par an à l'Afrique, un chiffre qui pourrait atteindre jusqu'à 50 milliards d'ici 2030 (BAD, 2024).

Plus que jamais la plupart des pays du continent africain se doivent de renforcer leur résilience face au réchauffement climatique pour assurer leur développement économique à long-terme, au bénéfice de leurs entreprises et de leur population.

Dans un contexte international marqué par la baisse progressive de l'aide publique au développement et une compétition accrue pour l'accès à ces financements, le rôle du secteur privé s'avère clé.

Pour relever le double défi de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique, il est impératif de mettre en place des mesures incitatives suffisamment fortes pour impliquer davantage les acteurs économiques. Ce sont en effet eux qui, aux côtés des gouvernements, peuvent porter des solutions concrètes, innovantes et à fort impact, en cohérence avec les objectifs climatiques des pays africains fixés dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) - au cœur de l'Accord de Paris (2015), elles incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter au changement climatique.

À ce jour, le secteur privé contribue déjà pour 14% des financements climatiques sur le continent. Le contexte international et les besoins nationaux imposent néanmoins d'aller plus loin, d'autant que le potentiel existe si l'on considère la contribution apportée par le secteur privé dans d'autres régions du monde. Les principaux défis à relever sont alors de réussir à créer un cadre favorable à l'investissement privé dans les projets climatiques, des mécanismes de financement innovants, des politiques publiques incitatives, et à renforcer les partenariats entre secteur privé local et international.

Cette deuxième édition du CAP GREEN vise à faire émerger des propositions sur ces sujets, à renforcer la collaboration entre les dirigeants d'entreprises africaines et d'ailleurs et les décideurs publics, afin de relever ces défis et apporter des réponses concrètes aux enjeux de la résilience et du développement économique à long-terme.

Pour stimuler l'innovation et la collaboration, nous avons conçu un programme varié :

- Une conférence inaugurale pour poser le cadre des discussions
- Des sessions plénières pour aborder les enjeux principaux
- Un atelier général pour approfondir certaines thématiques
- Des ateliers sectoriels pour explorer des domaines spécifiques

En réunissant gouvernements, entreprises et partenaires techniques, notre objectif est de transformer ces défis en opportunités concrètes pour assurer une transition énergétique juste et inclusive, tout en atteignant les objectifs des CDN.

"À mesure que le CAP GREEN 2025 approche, nous vous tiendrons informés des mises à jour, des modifications du programme et des informations pratiques."

PREMIÈRE JOURNÉE (22 avril 2025)

Heure	Description
8:00-9:00	Inscription et accueil
9:00-10:00	<p style="text-align: center;">Allocutions d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mot de bienvenue du Président de la CGECI, M. Ahmed Cissé ● Discours de Christian Fassinou, Partner, Africa Energy Transition Services ● Discours de M. Bernard Koffi, Chef de la Division Environnement et Climat de la CEDEAO ● Discours de Monsieur Assahoré Konan Jacques, Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, Côte d'Ivoire
10:00-10:45	<p style="text-align: center;">Conférence inaugurale</p> <p style="text-align: center;">Secteur privé et CDN : comment financer les USD 3000 milliards en Afrique ?</p> <p style="text-align: center;"><i>Les grands défis à relever</i></p> <p><i>Baisse des financements issus de l'aide internationale au développement, remise en cause de l'existence du dérèglement climatique en tant que problème, alors qu'en parallèle plusieurs pays africains sont confrontés à des épisodes climatiques extrêmes qui menacent populations et ressources, et que plusieurs pays doivent mettre à jour leurs ambitions climatiques officielles (CDN).</i></p> <p><i>Cette conférence inaugurale vise à faire un état des lieux des défis auxquels les pays africains doivent répondre dans le nouveau contexte international et le rôle que pourrait jouer le secteur privé dans les réponses à apporter.</i></p> <p>Intervenant : Matthieu Glachant, Professeur d'économie de l'environnement et de l'énergie, École des Mines de Paris</p>
10:45-11:30	<p style="text-align: center;">Panel de haut niveau</p> <p style="text-align: center;">Attirer les investisseurs climat en Afrique</p> <p>Au moins USD 100 milliards par an d'ici 2030. Tel est le montant que les pays africains doivent mobiliser pour pour déployer des infrastructures résilientes face au changement climatique.</p> <p>Dans ce contexte, les investisseurs étrangers, publics et privés, peuvent jouer un rôle majeur. Comment s'assurer que les cadres règlementaires mis en place leur permettent effectivement d'investir ? Quelles sont leurs contraintes ? Peut-on y répondre pour les attirer et éviter que l'essentiel des investissements "climat" ne se concentrent sur 5 pays seulement (Afrique du Sud, Nigéria, Kenya, Maroc et Egypte) ?</p> <p>Intervenants : Assahoré Konan Jacques, Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, Côte d'Ivoire ; Almoktar Allahoury, Directeur Général, TotalEnergies ; Antoine Diomandé, Directeur ESG et chaine d'approvisionnement durable, Atlantic Group ; Fabio Ferrari, Fondateur et PDG, aDryada</p>

11:30-11:45

Pause café - Networking

11:45 -12:30

Atelier général

Bio carburant

Les bio-carburants offrent une solution clé pour réduire les émissions de GES en Afrique, avec des réductions pouvant atteindre 78 % pour le biodiesel et 81 % pour l'éthanol par rapport aux carburants fossiles traditionnels (IEA Bionergy 2024). En outre, selon Statista, la production africaine de bioénergie pourrait atteindre 800 000 tonnes équivalent pétrole en 2025, reflétant un potentiel croissant pour répondre aux besoins énergétiques locaux tout en limitant la dépendance aux importations.

Cet atelier mettra en lumière ces opportunités, en explorant comment les bio-carburants peuvent contribuer à la transition énergétique africaine, tout en abordant les défis liés à leur production durable et à leur intégration dans les politiques nationales.

Intervenant : Almoktar Allahoury, Directeur Général, TotalEnergies ; Nicole Apling Kouassi, Directeur Général Adjoint , ANADER

12:30 -14:00

Pause déjeuner - Networking

14:00 -15:30

Ateliers sectoriels – Partie I

Choisissez l'atelier qui correspond le mieux à votre domaine d'activité pour une session interactive de 1h30. Explorez les risques spécifiques à votre secteur et découvrez les opportunités émergentes.

Atelier sectoriel 1 : Capture de CO₂ et méthane en Afrique

La capture du CO₂ et du méthane en Afrique combine réduction des émissions et stockage durable. Selon le GIEC 52022), les émissions fugitives issues des déchets et des industries pétrolières/gazières représentent une part importante des gaz à effet de serre, notamment le méthane, 84 fois plus réchauffant que le CO₂ sur 20 ans. Les technologies comme le DAC (capture directe dans l'air) réduisent ces émissions, tandis que le DACCS (capture et stockage) permet des carbon removals, ouvrant la voie à des crédits carbone.

Intervenant : Alexandre Dufour, PDG, Erium ; Antoine Diomandé, Directeur ESG et chaîne d'approvisionnement durable, Atlantic Group

Atelier sectoriel 2 : Plastique, crédits et business

90% des déchets plastiques africains finissent dans la nature (PNUE 2024). Les réglementations mondiales (ex : traité sur le plastique) menacent les exportations. Comment transformer cette crise en opportunités pour les entreprises ?

Intervenant : Wen Emmanuel Mampouya, Responsable de l'origination des solutions énergétiques et climatiques pour le marché africain, GO2Markets ; Cheick Hamed LONGUET – Directeur Pays, I.P.C Green Blocks ; Antoine DIBO – Coordinateur Social des projets, I.P.C Collect

15:30 -15:45

Pause

Ateliers sectoriels – Partie II

Choisissez l'atelier qui correspond le mieux à votre domaine d'activité pour une session interactive de 1h30. Explorez les risques spécifiques à votre secteur et découvrez les opportunités émergentes.

Atelier sectoriel 3 : Bâtir des villes africaines résilientes - investissements et innovations locales

L'urbanisation rapide en Afrique, avec une population qui devrait atteindre 1.5 milliard d'habitants d'ici 2050 (UNEP, 2025), pose des défis majeurs en matière de résilience climatique et d'insalubrité. Plus de 90% des villes à la croissance la plus rapide sont déjà exposées à des risques climatiques extrêmes. L'urbanisation non planifiée aggrave l'habitat informel, la pollution de l'air et la destruction des espaces verts, augmentant les risques sanitaires et environnementaux (OCDE, 2023).

Intervenants : Jean Marc Don Mello, architecte, Koffi & Diabaté ; Mohamed Sokona Youba, Chargé d'investissement principal - Upstream and Advisory, IFC

Atelier sectoriel 4 : Solar Business en Afrique - rentabilité, résilience et défis réglementaires

L'Afrique détient 60% du potentiel solaire mondial mais seulement 1% des capacités installées (IRENA 2024). Comment accélérer les projets avant que les réglementations internationales ne renchérissent les coûts ?

Intervenants : Sekou Kourouma, Directeur commercial entreprises, TotalEnergies ; Sylvie Kanimba, Directrice générale, Engie Energy Access Côte d'Ivoire

15:45 -17:15

17:15-18:00

Cocktail dînatoire

DEUXIÈME JOURNÉE (23 avril 2025)

Heure	Description
8:00-9:00	Accueil
9:00 - 10:00	<p style="text-align: center;">Plénière</p> <p style="text-align: center;">Article 6 de l'Accord de Paris : Quelles opportunités et défis pour l'intégration des marchés carbone en Afrique ?</p> <p><i>Les pays africains alignés sur l'Article 6 pourraient capter 40% des flux mondiaux de crédits carbone d'ici 2030, contre 5% aujourd'hui (CPI 2024) ? Comment l'Afrique peut-elle tirer pleinement parti des mécanismes de coopération internationale pour attirer des financements climatiques ?</i></p> <p>Intervenants : Bernard Koffi, Chef de la division environnement et climat de la CEDEAO, Ministère de l'Environnement et de la Transition Écologique de la République de Côte d'Ivoire</p>
10:00 - 11:00	<p style="text-align: center;">Plénière</p> <p style="text-align: center;">Obligations vertes d'entreprise</p> <p><i>Les Corporate Green Bonds (obligations vertes d'entreprise) se positionnent comme un outil financier clé pour mobiliser des capitaux privés en faveur de projets durables. Ces obligations permettent non seulement de soutenir des initiatives alignées sur les objectifs climatiques, mais aussi d'améliorer la compétitivité et la résilience des entreprises. Cet atelier vise à explorer comment maximiser l'effet de levier des Corporate Green Bonds pour catalyser la transition écologique.</i></p> <p>Intervenants : Paul Walentynowicz, Associé directeur, Clean Valley Capital (CVCAP)</p>
11:00 - 11:15	Pause café - Networking
11:15-12:15	<p style="text-align: center;">Atelier général</p> <p style="text-align: center;">Biodiversité en Afrique : les nouveaux outils pour attirer les investisseurs privés</p> <p><i>La déforestation en Afrique coûte USD 68 milliards par an en pertes économiques (Banque Mondiale, 2024) et les écosystèmes forestiers hébergent 30% des espèces mondiales menacées. Comment attirer les investisseurs privés vers ces "infrastructures naturelles" ? Cette session dévoile les stratégies pour financer la biodiversité en Afrique, avec un accent particulier sur un mécanisme prometteur : les certificats biodiversité.</i></p> <p>Intervenants : Fabiola Flex, Présidente, Organization for Biodiversity Certificates, Patrice Adaye, PDG, AGROMAP ; Yves Mariko, économiste et chef de projet, Africa Energy Transition Services</p>
12:15-12:30	Discours de clôture

12:30

Déjeuner sur invitation